

CORRIGES DES EXERCICES

Partie II

Chapitre 8 Les cycles économiques et les fluctuations

Questions

1. Quelles sont les caractéristiques des cycles de Kondratiev ?

Introduction

Les cycles de Kondratiev sont des cycles longs, qui se déroulent sur une cinquantaine d'années environ. Ils ont été découverts par l'économiste russe Kondratiev, et surtout théorisés par Joseph Schumpeter. Ils ont une double signification : d'une part expliquer la profondeur des crises périodiques que connaît le capitalisme, et d'autre part montrer comment le système économique change de façon structurelle entraînant avec lui des transformations globales qui atteignent aussi bien l'économie que le mode de vie des populations.

I. L'analyse empirique

L'apport de Kondratiev est capital en ce qui concerne l'analyse des cycles, et cela à deux niveaux au moins :

- d'une part parce qu'elle resitue l'analyse des cycles dans une théorie dynamique de la croissance économique ;
- et d'autre part parce qu'elle utilise une méthode statistique originale qui essaie de mettre en phase les fluctuations de la production et les mouvements des prix. Cette démarche peut fonder une méthodologie nouvelle qui prend l'analyse des fluctuations des prix (de gros ou de détail d'ailleurs) comme une image, un reflet des mouvements de l'économie réelle. Ainsi, on ne cherche plus à affirmer une liaison étroite, ou une causalité directe entre les réalités monétaires (production de signes monétaires, inflation, etc....) et l'économie.

La démonstration des cycles longs se fait à partir des séries de prix. Cette fois on peut démontrer sur 140 années et pour les principaux pays capitalistes une bonne régularité dans leur morphologie.

Trois cycles sont alors établis :

	HAUSSE	BAISSE
1 ^{er} cycle	1770-1790 à 1810-1817	1810-1817 à 1844-1851
2 ^{ème} cycle	1844-1851 à 1870-1875	1870-1875 à 1890-1896
3 ^{ème} cycle	1890-1896 à 1914-1920	1914-1920 à aujourd'hui (moment où écrit Kondratiev)

Il reste cependant à expliquer ces fluctuations, à essayer d'en déterminer les causes profondes. Globalement l'analyse des cycles par Kondratiev est inspirée par Marx, c'est-à-dire qu'il exclut toutes les causes exogènes pouvant expliquer les crises et les cycles.

En effet, si les causes des crises et des cycles économiques étaient exogènes, il n'y aurait pas de place pour la régularité de leur retour.

Pour Kondratiev, il y a un lien entre création monétaire et cycles économiques, mais à l'inverse de ce que croient les monétaristes, il faut analyser les fluctuations monétaires à partir de l'économie réelle.

II. Les causes des cycles

Venons en donc aux explications de fluctuations. N'oublions pas que Kondratiev est marxiste. C'est à partir du cycle de l'investissement qu'on peut comprendre les causes des mouvements de longue durée.

Mais, cette idée qu'il emprunte à Marx, Kondratiev va l'appliquer aux biens capitaux dont le renouvellement ou l'amortissement est long :

"Les causes des longs cycles sont l'usure, le remplacement et l'augmentation du fonds des biens de capitaux de base dont la production demande des investissements exceptionnels et un long processus".

On voit ce qui distingue cette approche de celle de Marx : ce dernier considère uniquement les cycles décennaux, liés à l'amortissement des machines, donc au simple remplacement de capitaux. Le mouvement est indépendant de l'évolution technologique, et il n'y a pas d'effet direct sur le niveau global de la production.

C'est différent si on ne prend en considération que les « biens capitaux de base ». Par là Kondratiev entend les investissements massifs qui interviennent :

- soit dans l'accroissement ou la densification des réseaux de circulation des marchandises (chemins de fer, canaux,...)

- soit dans la modification radicale des techniques de la production, ici il peut s'agir d'une amélioration dans la fertilité des sols (grâce à une meilleure irrigation), ou encore d'une nouvelle spécialisation du travail...

Dans tous les cas il s'agit de travaux importants qui nécessitent de lourds investissements. Cette caractéristique suffit déjà à expliquer la discontinuité du processus d'investissement, et par suite l'ensemble du cycle de la conjoncture. La totalité du cycle va donc s'expliquer par le niveau d'épargne dégagée.

En effet ces investissements importants dont nous venons de parler ne peuvent avoir lieu que si il existe des "fonds à prêter disponibles" en grande quantité. À l'inverse une: baisse de l'épargne réduit l'investissement et provoque la dépression.

Pour comprendre cette mécanique, Kondratiev part du point bas des cycles économiques. Au creux de la vague donc, à ce moment là les prix des marchandises sont bas, ce qui élève celui de la monnaie, et ensuite cela favorise l'épargne.

De la même manière les prix des biens capitaux sont bas, Kondratiev parle d'une offre abondante et bon marché des capitaux disponibles. Deux facteurs sont alors à la base de la relance de l'activité :

- *un facteur monétaire* : par exemple la baisse générale des prix des autres marchandises suscite la production d'or, puisque celle ci voit son pouvoir d'achat s'élever ; l'expansion du crédit aurait pour Kondratiev les mêmes effets ;

- *un facteur réel* : le bas prix des biens capitaux suscite l'investissement.

La période de hausse démarre dans la recherche de nouveaux profits pour un capital disponible. Mais, selon Kondratiev, cette période de hausse relance la concurrence entre capitalistes, sur le plan interne comme sur le plan externe, parce que les débouchés sont d'abord faibles. La relance de l'activité a cependant un effet direct sur l'augmentation du pouvoir d'achat agricole, par suite d'une hausse des matières premières, et cette hausse, à son tour, va stimuler la production industrielle.

Peu à peu, le capital disponible se raréfie il devient plus cher et les investissements vont baisser. On rentre dans une phase d'augmentation des prix. Qui, à son tour, ralentit

la production de signes monétaires. Ces tendances, en s'accroissant, minent les profits, freinent, puis arrêtent la hausse. L'arrêt de la phase d'expansion va s'apprécier à partir d'un taux d'intérêt trop élevé (t.i. réel bien sûr puisqu'au sommet de la phase d'expansion nous sommes dans une période inflationniste).

La récession va commencer avec le renversement de la tendance des prix. Elle se produit d'abord dans l'industrie ; celle-ci entraîne une baisse des débouchés pour l'agriculture et donc une récession dans ce secteur. Dans cette phase de baisse des prix l'épargne des rentiers se reconstitue : mais comme les occasions d'investir se raréfient, l'épargne disponible devient abondante, ce qui a pour effet de faire baisser le taux de l'intérêt et de préparer la reprise.

Conclusion

1 - L'analyse de ces mouvements longs est inscrite dans une analyse de la croissance économique. C'est-à-dire qu'à chaque période de hausse, l'activité se retrouve à un niveau toujours plus élevé. Il n'y a donc pas d'analyse catastrophiste de la récession. Bien entendu certains marxistes russes ont dénoncé cette attitude "révisionniste", mais au fond plus proche des thèses de Marx.

2 - Le point le plus faible de l'analyse de Kondratiev résulte dans le caractère discontinu de l'investissement et du réinvestissement. La logique économique de ce raisonnement va être contredite par la diversité de l'investissement. la durée de vie des biens capitaux varie de 5 à 100 ans, et leur diversité est compatible avec des volumes d'investissements continus. Mais en fait c'est un mauvais procès que l'on a fait à Kondratiev :

- d'une part parce que son analyse est centrée sur le renouvellement des grands équipements dont la durée de vie est supérieure à 10 ans ;
- et d'autre part parce qu'il ne s'intéresse pas au réinvestissement, mais à l'accroissement marginal du stock de capital.

2. Comment expliquer les fluctuations de courte période ?

Introduction

Généralement il y a deux façons d'analyser les fluctuations de courte période : soit en les considérant comme des « chocs exogènes », par exemple un événement de politique étrangère qui déprime la demande, soit en les regardant du point de vue de l'action des différents agents économiques. L'analyse économique contemporaine accorde une attention plus particulière aux mécanismes de formation des prix et des salaires et à la politique conjoncturelle.

1. Le rôle des salaires et des prix

Une des causes le plus souvent avancées est que les salaires sont rigides à la baisse. L'idée de base est que le marché du travail s'ajuste lentement. C'est-à-dire que les salariés acceptent difficilement des baisses de leurs salaires qui permettraient un moindre chômage et une production plus importante. Ainsi, lorsqu'il y a une récession les salaires ne baissent pas forcément proportionnellement avec le recul de la croissance. Les raisons à cet état de fait sont nombreuses : la première est que le salaire s'il représente bien un coût pour l'entreprise, est une nécessité vitale pour le salarié. Il est donc naturel que les salariés et leurs syndicats rechignent à ce que les politiques d'austérité frappent d'abord les salariés. Cet ajustement est d'autant plus

délicat à admettre que les inégalités se creusent. Le second point est que lorsqu'il y a une récession de la production, celle-ci ne touche pas de façon uniforme l'ensemble des secteurs. Il y a toujours des secteurs en pointe qui continue à avoir une forte activité et qui maintiennent une pression sur les salaires, les autres secteurs moins favorisés doivent alors s'aligner. Il y a également toutes les raisons que les économistes libéraux évoquent avec constance : à savoir que la fluidité du marché du travail peut être justement entravée par l'existence d'un salaire minimum, ou encore par des allocations chômage élevées. Mais là encore il va de soi que l'existence d'un salaire minimum, ou d'allocations chômage élevés ne répond pas seulement à des objectifs économiques, mais aussi sociaux.

Le rôle des salaires dans les fluctuations conjoncturelles est d'autant plus compliqué à comprendre que généralement, les salariés sont plus attachés aux salaires nominaux plutôt qu'au niveau des salaires réels. Le salaire nominal est celui que les salariés reçoivent, tel qu'il est libellé sur leur fiche de paye. Le salaire réel est le salaire nominal duquel on défalque l'inflation. Les salariés sont victimes d'une illusion monétaire : leurs réactions sur le marché du travail s'expliquent par rapport au salaire nominal.

Ces mouvements sur le marché du travail provoquent des à-coups dans le domaine de la production. En effet lorsque l'inflation est forte, elle stimule la demande de biens et de services à des niveaux trop élevés par rapport à ce qui est produit. Les marges de profit des entreprises se rétrécissent et cela compromet les investissements futurs, et cela d'autant plus que l'inflation pénalise l'épargne. À l'inverse, lorsque l'illusion monétaire se dissipe et que les agents réajustent leurs comportements, le niveau de la production retombe en dessous de son potentiel.

Ces explications des fluctuations amènent évidemment à considérer que la lutte contre l'inflation est le seul moyen acceptable pour maintenir l'économie sur son « sentier de croissance ». Mais si le raisonnement ne manque pas de logique, il peut être critiqué sur plusieurs points :

1- L'inflation n'est pas forcément issue des hausses de salaires. À plusieurs moments de l'histoire récente, on a remarqué que l'inflation pouvait être importée. C'est le cas lors des chocs pétroliers, celui de 1973, ou encore celui plus récent de 2005-2006. Dans ce cas là, la pression sur les salaires consiste à faire payer la note par les salariés.

2- Une inflation proche de zéro permet de rééquilibrer l'ensemble des autres marchés. Mais cela suppose que la répartition initiale de la valeur entre le profit et les salaires soit juste. Les auteurs néo-classiques postulent que si les lois du marché jouent, la répartition est toujours juste.

3- Dans une économie fondée sur la connaissance et l'innovation, vouloir maintenir d'une manière artificielle l'inflation à un niveau extrêmement bas peut se révéler dangereux et inapproprié. En effet, si on veut absolument que l'inflation soit contenue, on risque de fausser délibérément le système des prix. Dans la logique du marché, les prix agissent comme des signaux, ainsi lorsque les prix s'élèvent dans un secteur c'est que le bien considéré commence à se trouver en quantité insuffisante. De même, lorsque les salaires augmentent fortement dans un secteur, c'est que cette qualification est probablement très demandée. Vouloir entraver cette hausse au nom de la lutte contre l'inflation peut se révéler contre-productif.

Globalement, le fait que l'activité économique connaisse des fluctuations cycliques provient de la lenteur des ajustements sur les marchés : nous avons vu comment les rigidités nominales peuvent expliquer le chômage cyclique, mais on peut dire aussi que les entreprises sont elles aussi lentes pour s'adapter aux variations de prix. Cela veut dire qu'à court terme, face à une demande pour leurs produits, les entreprises commencent d'abord par baisser le volume de la production avant que d'ajuster les prix.

II. La politique économique

Face aux fluctuations du revenu et de l'emploi, les économistes ont imaginé plusieurs sortes de politique économique. La politique économique définit le rôle des institutions sur

l'environnement macroéconomique. Mais les positions ne sont pas faciles à unifier. C'est bien sûr dans le domaine de la politique économique que se trouvent les plus grandes différences entre les économistes. On peut distinguer les interventionnistes et les non-interventionnistes. Ceux qui pensent qu'à partir d'un moment le marché ne peut suffire au rétablissement des grands équilibres, et ceux qui considèrent qu'au contraire, ce sont les institutions qui génèrent principalement les déséquilibres, et donc que les fluctuations du revenu et de l'emploi seraient certainement de moins grande ampleur si les institutions intervenaient moins. Il est probable que ces deux points de vue ne seront jamais réconciliés et c'est bien ça qui justement entraîne le doute sur le caractère scientifique de l'économie.

La relance de l'économie peut se faire soit du point de vue de la demande, c'est généralement l'utilisation de la politique fiscale et budgétaire, ou du point de vue de l'offre, c'est l'usage de l'arme monétaire qui consiste à faire baisser les taux d'intérêt pour relancer l'investissement et en suite la production et l'emploi. La difficulté est de juger quand il s'agit de privilégier la politique fiscale ou budgétaire, et quand il s'agit d'user de l'arme des taux d'intérêt. Pour cela on a des repères à partir du *taux d'utilisation des capacités*. Ce taux d'utilisation des capacités productives permet de mesurer la saturation ou la « désoccupation » de l'investissement. Généralement ce taux est compris entre 0,8 et 0,9, un taux égal à 1 signifierait que le facteur capital est employé à 100%, sans usure et sans repos. Un taux d'utilisation proche de 0,8 suggère généralement que le capital est sous-utilisé, et donc qu'il n'est pas nécessaire de relancer l'économie du côté de l'offre. Dans ce cas, la relance de la demande par une politique fiscale d'allègement d'impôts ou par une politique d'augmentation des dépenses publiques est tout à fait justifiée. Si à l'inverse le taux d'utilisation des capacités est proche de 0,9, alors cela suggère que l'économie est en « surchauffe », que l'utilisation du capital est trop importante, en quelque sorte, le capital physique devient insuffisant, dans ce cas la politique monétaire permettant un relâchement des taux d'intérêt et une accélération de l'investissement peut évidemment se trouver justifiée.

Mais pour les tenants de la théorie de l'équilibre, ces deux formes d'intervention sur les marchés ne sont pas efficaces et génèrent des coûts importants. Toute forme de relance économique, quelle se fasse par l'offre ou par la demande, va générer des tensions inflationnistes, déformer le système des prix qui assure l'utilisation optimale des ressources. Et cela finira par avoir un coût pour l'ensemble de l'économie.

Conclusion

Pourtant, malgré cet *a priori*, la plupart des économistes considèrent que le gouvernement aussi bien que la Banque centrale doit avoir une politique économique claire et orientée. Mais avant de discuter des moyens de la politique économique, il faut revenir sur les objectifs. En effet, quel que soit la couleur politique des économistes, les objectifs sont souvent multiples. Par exemple, les économistes libéraux vont proposer une politique monétaire et budgétaire visant à la stabilité des dépenses publiques et à une maîtrise de l'inflation. Mais cette politique sera présentée aussi comme le meilleur véhicule d'une croissance élevée et donc d'une forte création d'emplois. Les économistes libéraux considèrent que la politique économique a comme seul but d'organiser les marchés au mieux, mais en aucun cas elle ne doit supplanter la logique des marchés. Puisqu'on part du postulat selon lequel les actions économiques décentralisées sont bien meilleures pour la collectivité que l'intervention des institutions. On suppose alors que l'économie nationale possède *un sentier de croissance naturel* et que la stabilisation de l'environnement monétaire et institutionnel permet à l'économie de rester sur ce sentier de croissance naturel. Bien sûr le terme de « sentier naturel » de l'économie peut prêter à sourire dans la mesure où on suppose que celui-ci existe indépendamment de la volonté humaine.

3. Pourquoi dit-on souvent que les salaires jouent un rôle déterminant dans les fluctuations de courte période ?

Introduction

On considère souvent que les salaires jouent un rôle moteur dans les fluctuations de courte période à la fois parce qu'on pense que ce sont eux qui déterminent l'inflation, donc qu'ils sont à l'origine de la boucle prix-salaire, mais aussi parce qu'on pense qu'ils sont rigides à la baisse.

I. Le rôle des salaires

L'idée de base est que le marché du travail s'ajuste lentement. C'est-à-dire que les salariés acceptent difficilement des baisses de leurs salaires qui permettraient un moindre chômage et une production plus importante. Ainsi, lorsqu'il y a une récession les salaires ne baissent pas forcément proportionnellement avec le recul de la croissance. Les raisons à cet état de fait sont nombreuses : la première est que le salaire s'il représente bien un coût pour l'entreprise, est une nécessité vitale pour le salarié. Il est donc naturel que les salariés et leurs syndicats rechignent à ce que les politiques d'austérité frappent d'abord les salariés. Cet ajustement est d'autant plus délicat à admettre que les inégalités se creusent. Le second point est que lorsqu'il y a une récession de la production, celle-ci ne touche pas de façon uniforme l'ensemble des secteurs. Il y a toujours des secteurs en pointe qui continue à avoir une forte activité et qui maintiennent une pression sur les salaires, les autres secteurs moins favorisés doivent alors s'aligner. Il y a également toutes les raisons que les économistes libéraux évoquent avec constance : à savoir que la fluidité du marché du travail peut être justement entravée par l'existence d'un salaire minimum, ou encore par des allocations chômage élevées. Mais là encore il va de soi que l'existence d'un salaire minimum, ou d'allocations chômage élevées ne répond pas seulement à des objectifs économiques, mais aussi sociaux.

Le rôle des salaires dans les fluctuations conjoncturelles est d'autant plus compliqué à comprendre que généralement, les salariés sont plus attachés aux salaires nominaux plutôt qu'au niveau des salaires réels. Le salaire nominal est celui que les salariés reçoivent, tel qu'il est libellé sur leur fiche de paye. Le salaire réel est le salaire nominal duquel on défalque l'inflation. Les salariés sont victimes d'une illusion monétaire : leurs réactions sur le marché du travail s'expliquent par rapport au salaire nominal. C'est celui-ci qui justifie leurs attitudes vis-à-vis de leur employeur. C'est comme ça qu'on explique que lorsqu'il y a de l'inflation, le marché du travail s'approche du plein emploi, du moins temporairement. Mais ensuite, dans un second temps, les salariés vont intégrer l'inflation et donc vont réviser leurs plans. Ainsi un travail qu'ils avaient accepté pour un salaire donné, ne leur conviendra plus lorsqu'ils tiendront compte de l'inflation. Il s'ensuit que, soit ils revendiquent de nouvelles augmentations de salaires qui alimenteront l'inflation, soit ils se retireront du marché du travail et viendront gonfler le nombre des chômeurs volontaires.

Ces mouvements sur le marché du travail provoquent des à-coups dans le domaine de la production. En effet lorsque l'inflation est forte, elle stimule la demande de biens et de services à des niveaux trop élevés par rapport à ce qui est produit. Les marges de profit des entreprises se rétrécissent et cela compromet les investissements futurs, et cela d'autant plus que l'inflation pénalise l'épargne. A l'inverse, lorsque l'illusion

monétaire se dissipe et que les agents réajustent leurs comportements, le niveau de la production retombe en dessous de son potentiel.

II. Le politique économique face aux hausses de salaire

Ces explications des fluctuations amènent évidemment à considérer que la lutte contre l'inflation est le seul moyen acceptable pour maintenir l'économie sur son « sentier de croissance ». Mais si le raisonnement ne manque pas de logique, il peut être critiqués sur plusieurs points :

- le premier est que l'inflation n'est pas forcément issue des hausses de salaires. À plusieurs moments de l'histoire récente, on remarqué que l'inflation pouvait être importée. C'est le cas lors de chocs pétroliers, celui de 1973, ou encore celui plus récent de 2005-2006. Dans ce cas là, la pression sur les salaires consiste seulement à faire payer la note par les salariés. Il y a également dans la lutte contre l'inflation des hausses de prix qui restent masquées et qui du point de vue comptable s'apparentent à des créations de valeur, c'est le cas du marché immobilier qui a progresser sans raison économique apparente et qui a permis la constitution de rentes de situation extravagante au détriment des générations les plus jeunes ;

- le second est qu'une inflation proche de zéro permet de rééquilibrer l'ensemble des autres marchés. Mais cela suppose que la répartition initiale de la valeur entre le profit et les salaires est juste. Les auteurs néo-classiques postulent que si les lois du marché jouent, la répartition sera toujours juste. Mais dans la réalité, ce n'est pas le cas. Par exemple, s'il y a une abondance de main d'œuvre, consécutivement à une hausse imprévue de la natalité, ou encore à la suite de forts mouvements migratoires, l'offre de travail excédera durablement la demande, et les salaires seront orientés au-dessous de la productivité marginale. Et bien sûr le chômage restera à un niveau élevé.

Le dernier argument contre les politiques de stabilisation est que dans une économie fondée sur la connaissance et l'innovation, vouloir maintenir d'une manière artificielle l'inflation à un niveau extrêmement bas peut se révéler dangereux et inapproprié. En effet, si on veut absolument que l'inflation soit contenue, on risque de fausser délibérément le système des prix. Dans la logique du marché, les prix agissent comme des signaux, ainsi lorsque les prix s'élèvent dans un secteur c'est que le bien considéré commence à se trouver en quantité insuffisante. De même lorsque les salaires augmentent fortement dans un secteur, c'est que cette qualification est probablement très demandée. Vouloir entraver cette hausse au nom de la lutte contre l'inflation peut se révéler contre-productif. Récemment, on a vu le président de la Banque Centrale Européenne, annoncer qu'il proposerait une hausse des taux d'intérêt, au motif que l'inflation repartait en Europe, mais sans voir que cette inflation n'avait pas son origine dans une hausse des salaires mais seulement dans une augmentation du prix de l'énergie. De nombreux économistes se sont élevés contre cette démarche qui fonde la lutte contre l'inflation seulement sur des critères monétaires, sans voir que cela casserait probablement le peu de croissance que connaît encore la zone euro.

Globalement, le fait que l'activité économique connaissent des fluctuations cycliques provient de la lenteur des ajustements sur les marchés : nous avons vu comment les rigidités nominales peuvent expliquer le chômage cyclique, mais on peut dire aussi que les entreprises sont elles aussi lentes pour s'adapter aux variations de prix. Cela veut dire qu'à court terme, face à une demande pour leurs produits, les entreprises commencent d'abord par baisser le volume de la production avant que d'ajuster les prix.

La raison est double : d'une part, les entreprises vont se trouver avec une grande quantité d'inventaires sur les bras, et donc la réaction normale, rationnelle, sera de limiter les volumes produits à venir ; mais d'autre part, pour s'ajuster aux nouvelles exigences du marché, les entreprises doivent elles aussi abaisser leurs prix. Cela se comprend tout à fait dans un univers fortement concurrentiel. Cependant, pour réajuster les prix, il faut transformer la fonction de production, et cela ne pourra que prendre du temps. C'est pour cette raison que si l'inflation apparaît comme un mal épouvantable à bien des économistes, la déflation est également difficile à vivre.

4. Quelles sont les raisons d'une politique économique contra-cyclique ?

Cette question ne demande pas de longs développements factuels, mais vous pouvez y ajouter des exemples empruntés à l'actualité.

Les raisons de la politique contra-cyclique se trouvent dans l'irrégularité de la croissance économique. L'idée est d'utiliser des instruments de politique économique de façon à maintenir l'économie sur un sentier de croissance régulier. En effet, si l'économie croît d'une manière trop rapide, elle générera de l'inflation. Cette inflation dissuadera l'épargne et finalement entravera l'investissement. À l'inverse, si la croissance est trop faible, elle engendrera un chômage important, des faillites et donc un gaspillage de moyens.

Au-delà de l'aspect pratique, les politiques économiques contra-cycliques supposent qu'elles sont nécessaires parce que spontanément les mécanismes de marché génèrent des déséquilibres et donc qu'ils ne sont pas capables de se corriger par eux-mêmes. Quoi qu'on pense de la question, l'État intervient d'une manière ou d'une autre en général sous la pression de l'opinion.

5. Quel est le rôle de l'analyse conjoncturelle dans la prévision et la détermination des politiques économiques ?

On s'est souvent moqué des économistes pour leur prétention à prévoir l'avenir et de se tromper. Les principales difficultés de la prévision économique viennent du fait qu'elle anticipe le futur nécessairement sur la base d'une connaissance du passé. Or l'évolution économique, par définition, doit tenir compte du changement. Ce changement se manifeste dans tous les domaines. Du côté de la production, l'innovation technologique modifie radicalement aussi bien les possibilités consommatrices que les modalités de l'organisation du travail et de la production. Du côté de la demande, de nouveaux produits apparaissent et parmi eux on ne sait lesquels orienteront les consommations. Plus encore les comportements changent : par exemple, au moment de la première guerre du Golfe, en 1991, on s'est aperçu que les consommateurs avaient modifié leurs pratiques consommatrices en profondeur, comme si après le choc de l'entrée en guerre de nombreux pays occidentaux, dont la France, les ménages avaient décidé de devenir moins perméables à la publicité et au marketing. D'autres comportements changent aussi. Par exemple depuis une trentaine d'années la part des salaires dans la valeur ajoutée a tendance à diminuer régulièrement, ex post cela s'explique par la volonté des grandes firmes d'accroître leur part de profit en imposant de nouvelles normes de rentabilité pour le capital investi. De fait, les modifications dans la nature d'un trend ressortent d'un choc relativement imprévisible : par exemple

l'effondrement du régime soviétique a surpris tous les observateurs, mais cela a surtout entraîné une baisse régulière du PIB pendant de nombreuses années : on est passé d'une croissance faible, d'une quasi stagnation, à une baisse en volume de la production, celle-ci atteignant en 5 ans 80%.

La compréhension de la conjoncture peut se décomposer en trois étapes :

- *la lecture ou l'observation des faits*. Celle-ci consistera à collecter des données reflétant les mouvements de l'activité. Cette phase n'est pas aussi simple qu'il y paraît parce qu'elle dépend de la sélection des indicateurs retenus et des tendances contradictoires observées. Cette première phase est d'autant plus délicate que nous devons retenir aussi bien des variables économiques comme les volumes produits, l'emploi et les consommations, que des variables non-économiques comme la conjoncture politique ou géostratégique. Les périodes électorales pèsent sur la conjoncture, mais également les mouvements militaires et politiques à l'étranger, aussi bien par le cours des matières premières, que par l'évolution des investissements à l'étranger.

- *le diagnostic de la situation présente*. C'est la phase la plus délicate. Et cela pour deux raisons. D'abord parce que ce diagnostic est fondé sur une lecture plus ou moins théorique de la réalité. Ensuite parce que, dans le cycle d'activité, il est parfois difficile de percevoir si nous sommes à la fin d'une récession de courte durée, ou au début d'une récession de grande ampleur. Donnons un exemple, en 1929 l'effondrement des cours boursiers entraînait en contradiction avec la bonne santé apparente de l'économie américaine, les indicateurs de consommation et de production restaient à un niveau élevé. Il semblait donc que le crack boursier n'était qu'un réajustement des cours qui s'étaient envolés de manière déraisonnable. Or, ce qui était vécu comme une simple péripétie était en fait le début de la plus grande crise du capitalisme. Cette erreur célèbre de prévision était le simple résultat de la difficulté récurrente que les économistes ont à rendre compatibles des échelles de temps différentes. Si nous conservons une vision de trop courte période, nous risquons de faire des erreurs de diagnostic, mais si notre vision intègre trop le long terme, nous risquons à l'inverse de ne plus avoir les moyens d'agir sur la conjoncture. On notera aussi que plus les économies sont dépendantes les unes des autres dans l'accélération des échanges et des mouvements de capitaux, et plus le diagnostic est difficile à réaliser.

- enfin, *il faut décider de mesures adéquates*. Ce qui n'est pas simple puisque les mesures prises peuvent avoir des incidences sur les autres variables. C'est la critique que les libéraux ont adressée aux économistes keynésiens : Une relance de la production par le biais de la demande peut être efficace à court terme, sauf qu'elle diminuera le volume de l'épargne et ensuite les investissements, donc à terme elle aboutira à un abaissement du sentier de croissance. En outre, des mesures nécessaires peuvent s'avérer impossibles à appliquer dans la mesure où elles se heurtent à des groupes de pression plus ou moins organisés. Mais ; à l'inverse on peut tout aussi bien critiquer la politique libérale qui vise à stabiliser d'abord la valeur de la monnaie en luttant contre l'inflation. De nombreux économistes considèrent que cette politique peut avoir des effets pervers : par exemple en abaissant fortement la demande, en générant tellement de chômage que cela tuera la croissance.

Comme on le voit, la difficulté de la prévision conjoncturelle est liée au fait qu'elle mêle approche empirique et approche théorique. Les modèles économiques qui sont principalement fondés sur l'équilibre laissent peu de place pour la dynamique et l'introduction du temps.

La plupart des analyses conjoncturelles sont fondées sur des extrapolations de tendances. À partir de l'évolution passée, on essaie de prévoir le volume futur de l'activité. Plus encore, on essaie de comprendre *la répétition*. Cette répétition peut se trouver au niveau des causalités : les mêmes causes entraînent les mêmes effets, ou au contraire au niveau des cycles récurrents : on cherchera à anticiper les retournements de cycle notamment en ce qui concerne le bâtiment et la consommation.

Malgré le perfectionnement des outils, les prévisions conjoncturelles restent toujours très fragiles. Et cela parce que les modèles de prévision ne peuvent pas intégrer les chocs exogènes. Cette volatilité des comportements s'exprime aussi dans la place que les conjoncturistes accordent à « l'opinion », que celle-ci mesure le pessimisme ou l'optimisme des chefs d'entreprises, ou qu'elle mesure la confiance des ménages dans l'avenir. Cette intégration du caractère mouvant des comportements n'est cependant pas suffisante, parce que si on intègre l'incidence des états d'âme de l'opinion au-delà de la réalité purement quantitative, cela ne permet pas d'anticiper les grands chocs exogènes.